

Compte rendu

Ouvrage recensé :

HUFTY, Marc (dir.). *La pensée comptable. État, néolibéralisme, nouvelle gestion publique*.
Paris/Genève, Presses Universitaires de France, (Coll. : « Enjeux », 8), 1998, 256 p

par Martin Paquet

Études internationales, vol. 31, n° 3, 2000, p. 565-568.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/704191ar>

DOI: 10.7202/704191ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

che originale, sur un sujet relativement peu étudié. Ces recherches participent, ainsi, à une plus large connaissance des dimensions symboliques qui façonnent la cohésion des ordres sociaux.

Bertrand LANG

Faculté de droit

Université René Descartes – Paris V

**La pensée comptable.
État, néolibéralisme,
nouvelle gestion publique.**

HUFTY, Marc (dir.). *Paris/Genève*,
Presses Universitaires de France,
(Coll. : « Enjeux », 8), 1998, 256 p.

Li Peng, premier ministre de la République populaire de Chine, se livrait à une autocritique en mars 1998. Puisque « la prolifération du bureaucratisme et d'autres comportements indésirables ont des effets désastreux sur nos finances », confessait-il, « en conséquence, la restructuration de l'appareil gouvernemental est une nécessité ». Et le dirigeant chinois d'annoncer une cure d'amalgamisme de l'État pouvant entraîner la mise à pied de la moitié des cadres administratifs, soit quatre millions d'individus sur un personnel de huit millions (p. 15). Comme évangiles, les dirigeants chinois troquent visiblement les *Petit livre rouge* de Mao Zedong et *Das Kapital* de Karl Marx préférant se délecter à la lecture du *Road of Serfdom* de Friedrich von Hayek et du *Capitalism and Freedom* de Milton Friedman. C'est à partir de cet exemple saisissant et paradoxal – après tout, il s'agit d'un régime se proclamant communiste – montrant l'internationalisation de cette nouvelle gestion publique, de cette conception

minimale de l'État et de *La pensée comptable* que débute ce collectif dirigé par Marc Hufty.

Qu'entend-on par « *pensée comptable* » ? Sous ce vocable se dévoile la *doxa* de la Rationalité économique, selon laquelle l'*oïkos* se superpose à la *polis* ou, pour reprendre l'anathème de sa grande prophétesse Margaret Thatcher, « *there is not such thing as society* ». Depuis la révolution thatchérienne et les *Reaganomics* aux États-Unis, la pensée comptable devient progressivement hégémonique parmi les élites économiques et politiques. Elles adhèrent volontiers à une conception de l'Économie subordonnant à sa loi d'airain les autres aspects de la vie sociale, où les rapports humains se jaugent à l'aune d'un Marché omnipotent, où « le redressement des budgets étatiques et la concurrence internationale servent dorénavant de principes organisateurs à nos sociétés » (p. 11). Avec une rhétorique martelant les mots d'ordre de la modernité et de la mondialisation, ces élites adoptent dès lors un ensemble mouvant de pratiques administratives conformes à leur credo, pratiques résumées par une formule technique plutôt floue, celle de la « *new public management* » ou, selon sa version française, de la « nouvelle gestion publique ». Sous le couvert d'un mouvement de réforme de l'administration publique, cette nouvelle gestion publique dissimule selon M. Hufty « des enjeux importants pour l'ensemble de la société », ceux de l'existence même de l'État-providence et du modèle keynésien de redistribution des ressources, de ces systèmes de régulation sociale qui rendaient le capitalisme supportable (p. 12).

D'où le sentiment d'urgence se dégageant des différentes contributions de ce recueil, qui présente à un lectorat francophone les tenants et aboutissants d'un débat se déroulant surtout en anglais. *La pensée comptable* s'intéresse en premier lieu aux considérations théoriques de cette nouvelle gestion publique, qui s'inscrit dans un mouvement de réforme de l'État. Dans une analyse décapante s'inspirant des thèses de Paul Krugman et de Pierre Bourdieu, Marc Hufty déterre les racines de ce mouvement. Ces dernières plongent non seulement dans un rapport de forces favorisant désormais le capital plutôt que le travail, mais aussi dans une mystification idéologique élaborée par des économistes adversaires des politiques sociales étatiques issues de la révolution keynésienne (pp. 21-22), mystification relayée ensuite par les médias. Imperméable aux principes élémentaires de l'analyse économique, cette croyance est celle de l'inéluctable mondialisation entraînant la compétition entre les États, ceux-ci étant assimilés, par une aberration conceptuelle, à des firmes privées (pp. 17-19). Prenant le relais, Christian Comelieu souligne dans la diffusion du discours idéologique et de ses pratiques administratives, l'influence des instances supra-étatiques, dont au premier chef la Banque mondiale, qui prône un État essentiellement subordonné au marché (p. 51). Planifiée selon une optique « *top-down* » et reléguant les prestataires de services à des simples objets de régulation, la réforme étatique proposée de la Banque mondiale conduit à une conception instrumentale de l'État, conception partagée par les principaux acteurs de l'économie globale, ajoute Matthias Finger (pp. 67-

69). Toutefois, rappelle C. Comelieu, ce modèle de réforme de l'État comprend en son sein les germes de son échec. En effet, ne répondant plus aux aspirations d'une proportion croissante de la population, il doit nécessairement se transformer afin de s'assurer une certaine consonance avec la réalité empirique (p. 53).

Si l'origine néo-libérale de la nouvelle gestion publique s'insère dans la poursuite de l'idéal d'un État minimal et efficace, ses contours, quant à eux, ne sont pas nettement déterminés. Joost Mönks identifie quatre modèles idéaltypiques, recherchant l'efficience de la gestion, la flexibilité organisationnelle, la qualité des services rendus à la clientèle ou la dévolution des pouvoirs aux communautés (p. 82). Si sa dimension purement technique est évacuée, la nouvelle gestion publique peut même être une panacée efficace aux maux de l'État, selon M. Finger, en autant qu'elle se conforme à des principes directeurs jugés plus démocratiques, tels que ceux de la subsidiarité, de la gestion participative, de la satisfaction des besoins et des demandes des prestataires-citoyens et d'une intervention étroitement canalisée des acteurs politiques (pp. 72-73).

D'autres collaborateurs se font plus réservés quant au potentiel curatif de la nouvelle gestion publique. En plaçant au fronton la trilogie axiologique de l'Économie, de l'Efficacité et de l'Efficience (p. 97), constate Paolo Uriò, les tenants de ces pratiques administratives promeuvent les modalités normatives de l'entreprise privée au détriment des finalités politiques de l'État. Ce faisant, leurs réformes aboutissent à un accroisse-

ment des inégalités sociales et de la pauvreté (pp. 116-119). Frédéric Varone doute d'un autre postulat des partisans de la nouvelle gestion publique, celui de la rationalité utilitariste de l'*Homo œconomicus*. Au contraire, « les acteurs agissent aussi en fonction de normes sociales internalisées et de valeurs morales, notamment altruistes et orientées vers le bien commun » (p. 132), éléments dont l'appréhension est malaisée dans le cadre d'une logique centrée sur l'estimation des coûts et des bénéfices. Plus encore, la performance de la nouvelle gestion publique se révèle problématique vu les profondes lacunes des indicateurs qualitatifs et quantitatifs évaluant l'atteinte des objectifs (pp. 133-135). Selon François-Xavier Merrien qui ancre son analyse sur un plan épistémologique, il s'agit d'un programme idéologique dont les fondements philosophiques et empiriques demeurent très discutables, et dont les résultats de la mise en œuvre militent au passif de cette méthode (pp. 142-150). Bref, la principale réussite de la nouvelle gestion publique se situe dans l'espace symbolique, assène-t-il, grâce à sa capacité pernicieuse de dévaluation des anciennes notions de l'administration classique (pp. 142-143).

À la suite de ces lectures critiques, le recueil propose une série d'études de cas sur les expériences cahoteuses en nouvelle gestion publique, telles qu'elles ont cours en Algérie, au Brésil, en Corée du Sud, en Indonésie, en Inde, au Japon ou au Québec. Ici, les postulats théoriques de la pensée comptable et de la nouvelle gestion publique ne rencontrent pas de résultats très probants sur un

plan empirique. Si le Québec semble constituer aux yeux de Marc Hufty un exemple de réforme en douceur opérée par les méthodes de la nouvelle gestion publique (p. 179), les mesures adoptées par le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso ne résolvent pas le problème chronique des services publics brésiliens, selon Dimas Floriani (p. 162). Vu les divergences entre les conditions de l'Extrême-Orient et celles de l'Europe occidentale, Jean-Luc Maurer s'interroge sur le caractère universel de la nouvelle gestion publique. Cette dernière, conçue pour des démocraties plus anciennes aux systèmes de protection sociale plus complexes, s'avère difficilement opérationnelle pour des États en voie de démocratisation variable, qui ne peuvent assurer une répartition équitable des richesses à l'ensemble de leurs populations, à l'instar de l'Indonésie et de la Corée du Sud (p. 206).

La pensée comptable est-elle destinée à faire *tabula rasa* de formes de gestion plus humaines ? En dépit des appels à la parousie néo-libérale, il y a lieu d'en douter. L'échec de la rencontre de Seattle tenue à l'automne 1999 témoigne non seulement des limites de la pensée comptable et de la nouvelle gestion publique dans les rapports commerciaux inter-étatiques, mais surtout des résistances à leurs effets profondément délétères. Bien au-delà des slogans et des images-chocs, ce recueil offre au lecteur une réflexion pertinente lui permettant de remettre en cause la soi-disant irréfutabilité des dogmes de cette religion séculière fondée sur les tables de la *Lex Mercatoria*. Même si sa thématique peut sembler à prime abord tech-

nique voire hermétique, cet ouvrage remplit une salubre fonction critique d'une idéologie se targuant de scientificité. À ce titre, il est foncièrement le bienvenu.

Martin PAQUET

Département d'histoire et de géographie
Université de Moncton, Canada

Les nationalismes en Europe. Quête d'identité ou tentation de repli ?

NGUYEN, Éric. *Paris, Le Monde, Coll.*
« Poche-Marabout », 1998, 225 p.

La mondialisation, loin d'amoin-drir les particularismes, s'accompagne d'une exacerbation des nationalismes. C'est sous un angle comparatif entre divers exemples européens que cet ouvrage aborde la question. Il rejoint, ainsi, une littérature abondante à laquelle l'auteur n'hésite pas à se référer, qu'il s'agisse des penseurs classiques comme Herder, Fichte et Renan ou des auteurs français tels que Raoul Girardet, Guy Hermet et Jacques Rupnik. Synthétique, la réflexion allie la clarté à la précision et est illustrée par des références historiques. L'accent mis sur les comparaisons internationales – notamment Est-Ouest – représente incontestablement le principal apport de l'ouvrage. Les extraits de certaines publications, la présence de cartes, la retranscription d'un entretien avec le philosophe Joël Roman et l'intégration d'une chronologie donnent à l'ouvrage une incontestable vertu pédagogique, ce qui est loin d'être négligeable pour faciliter la compréhension d'une question aussi sensible que complexe.

L'auteur s'attache à démontrer, à partir d'une analyse minutieuse d'un

nombre exhaustif de cas pratiques, l'ambivalence du nationalisme. Il est décrit à la fois comme un phénomène d'émancipation des peuples libérés du joug soviétique mais aussi comme un instrument de la purification ethnique dans les Balkans. L'approche choisie prend appui sur des situations nombreuses et variées, réfutant ainsi le thème rebattu et éculé, selon lequel le nationalisme serait l'apanage des PECO. À l'Est de l'ancien « rideau de fer », l'auteur revient sur l'effondrement de l'Union soviétique, la partition de la Tchécoslovaquie, l'écèlement de la Yougoslavie mais, aussi, les tensions actuelles en Tchétchénie, en Moldavie et en Ukraine. À l'Ouest du continent – entre la quête d'une identité européenne et la tentation de repli face au problème de l'immigration – l'auteur insiste sur la vigueur des revendications nationalistes basque, catalane, padanienne, irlandaise, écossaise, corse et flamande. Ces différents exemples viennent étayer la thèse du regain du nationalisme développée dans l'ouvrage. L'auteur, après avoir rappelé à quel point le sentiment d'appartenance nationale était le fruit d'une lente maturation, nous livre une réflexion riche et diversifiée qui nourrit le débat actuel. De toute évidence la principale interrogation porte sur la crise de l'État-nation, qui n'est plus l'acteur unique de la scène internationale. L'auteur propose une réflexion attrayante et rigoureuse sur cette obsolescence de l'État perçu comme un obstacle à la fois du libre-échange et de la reconnaissance des mouvements régionalistes. La multiplication du nombre d'organisations internationales à vocation régionale – telle l'Union européenne – et l'incapacité des gouvernements nationaux